

Les Allobroges Savooyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 881 - mardi 9 juillet 2013

Editorial

Il cède aux puissants, le peuple doit payer et la droite en profite !

Cela devient une tradition chez François Hollande, il cède aux puissants et présente la facture aux salariés. Avec la crise du capitalisme, l'idée sociale démocrate de « **compromis social** » a atteint ses limites et n'a plus sa place dans le panel idéologique d'aujourd'hui. Il serait bien que les socialistes en tirent des conclusions de gauche. Des militants du PS commencent d'ailleurs à le faire. Mais, pour « *sauver le social* », il ne faut pas compter sur le président de la république mais sur ses propres forces, celles des syndicats, celles du Front de gauche, celles de ces millions d'électeurs qui ont viré Nicolas Sarkozy du pouvoir.

Ainsi, sur la **question des retraites**, le gouvernement parle d'un nouvel allongement de la durée de cotisation. C'est déjà inacceptable. Mais comme le Medef veut reculer l'âge légal, comme certains ténors de la droite parlent de retraite à 65 ans, il faudra une formidable mobilisation pour remettre la retraite à 60 ans à l'ordre du jour. C'est possible, c'est nécessaire.

Ainsi, la **loi sur le marché du travail** est marquée du sceau du Medef qui s'en félicite bruyamment (*et en redemande, naturellement*). Ainsi, la **soumission à l'orthodoxie financière européenne** conduit à amputer les dépenses publiques et à aggraver l'austérité.

Ainsi, sur la **question du grand marché transatlantique**, après avoir demandé le report des discussions (*suite aux révélations sur le cyber-espionnage mené par les USA à*



Des résistances s'expriment partout, comme ici à Albertville

l'entente de ses amis), François Hollande cède et accepte de papoter. Washington a exigé, Paris s'est couché.

Cette attitude est condamnée par une majorité de Français. Le résultat des dernières élections partielles le prouve à l'évidence. Nos concitoyens ont le sentiment justifié que la politique conduite depuis un an n'est pas en rupture avec celle menée par Nicolas Sarkozy. Ce qui s'est passé lors de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot aurait dû faire réfléchir les dirigeants socialistes.

Mais non. On cherche vainement, ne serait-ce qu'un début de commencement d'analyse ou d'autocritique dans la bouche de Jean-Marc Ayrault. **Droit dans ses bottes... et droit dans le mur**, car, en 12 mois, le PS a perdu 8 sièges de députés au profit de la droite ! Pire, la montée électorale du Front national devient une constante inquiétante. De plus, les frontières entre les candidats d'extrême droite et ceux de l'UMP sont devenues si floues que le recours à l'arme du « *front républicain* » pour contrer le Front national a perdu une large part de son efficacité.

A ce jeu de la « *compréhension mutuelle* » l'extrême droite est gagnante, elle peut magouiller des accords locaux avec des élus de la droite dite « *républicaine* », se donner un vernis de respectabilité avec l'aide des grands médias et maintenir un contact persistant avec les groupuscules fascistes.

Il faut donc rassembler tous ceux qui ne renoncent pas aux idéaux de la gauche, et, avec eux, dégager des chemins nouveaux pour sortir de l'austérité et du recul social.

Alain Dupenloup

Sommaire

Editorial – Le point sur le projet ferroviaire Lyon Turin - Bientôt la fête de l'Humanité - Fête des Allobroges : une belle fête - De très bons débats, sur la VI^e république, la transition énergétique, la réforme territoriale - L'intervention d'Isabelle De Almeida - Précisions du PCF Savoie sur sa démarche pour les élections municipales.

Liaison ferroviaire Lyon-Turin

Et c'est quand qu'on va où ?...

La fameuse «*ligne historique*» qui rejoint Modane ne répond pas au tonnage aujourd'hui transporté entre la France et l'Italie. Nos lecteurs le savent. Mais l'affirmation peut sembler exagérée, car ce tonnage passe plus par le camion que par le train.

Ainsi, en 2 000, il y a eu sur le plan national 20 266 trains «*calés*», dont une très grande majorité de trains de fret. Un train «*calé*» est un train immobilisé parce que la voie ferrée ne permet pas son acheminement (*du fait d'encombres*).

Cette réalité a alors montré la **saturation de la ligne historique**, saturation principalement due aux «*contraintes des circulations*» entre St Jean-de-Maurienne et Bussolène.

Il y avait donc deux solutions pour les «*responsables économiques*», **soit améliorer le rail, soit utiliser plus de camions**. C'est le deuxième choix qui l'a emporté (*facilement...*), et, de 1991 à 2011, si le transport des marchandises s'est globalement accru de 33,7%, cela s'est fait d'abord par le transport routier. En effet, le transport par camions a augmenté de 58,3%, tandis que le transport par trains a diminué de 34,8% !

La casse du service public ferroviaire est, à terme (*mais déjà*

maintenant), très dangereuse. L'ouverture du fret international à la concurrence l'a favorisée insidieusement, incitant à l'abandon des transports jugés peu rentables, «*faisant fi du nécessaire report modal de la route vers le ferroviaire ou le fluvial*».

Dans ce cadre, l'application au ferroviaire de l'austérité voulue par la Commission européenne (*et donc préconisée par la Cour des comptes qui lui obéit*) peut prendre des allures de catastrophe. Ainsi, concernant le Lyon Turin, le tunnel de base (*accessible par la ligne historique*) va sûrement se faire (*les crédits européens étant débloqués*), mais sans les autres tunnels qui devaient constituer le Lyon Turin, austérité oblige. Conclusion, **ce tunnel de base va constituer un très fort appel d'air pour les trains (publics et privés)** qui, paradoxalement, vont recommencer à circuler en grand nombre. Sur la ligne historique inadaptée rejoignant le tunnel de base. Remettant ainsi en cause le cadencement des TER... Car tout le monde ne pourra pas passer, forcément. Et le maire d'Aix-les-Bains, Dominique Dord, qui avait rejoint les No Tav dans le rejet du Lyon Turin, pourrait bien s'en mordre les doigts en comptant tous les trains qui passeront sous ses yeux de Chambéry à Aix et d'Aix à Chambéry... Il est d'ailleurs soudain devenu moins volubile sur la question.

Mais le bon sens l'emportera peut-être sur le choix de l'austérité, qui sait... Pas chez Dominique Dord, non, chez les «*responsables économiques*», éventuellement, si le prévisible embouteillage ferroviaire finit par se révéler trop cher payé, et le Lyon Turin une bonne réponse à tous les problèmes !

Albertville

Rassemblement pour défendre les hôpitaux de proximité

Le 28 juin, à l'initiative de la CGT, un rassemblement a regroupé de nombreux manifestants devant l'hôpital d'Albertville. Ils exigeaient des décisions fermes en faveur du développement des trois hôpitaux de proximité de Tarentaise, Albertville, Bourg-St-Maurice et Moûtiers. Le collectif pour l'hôpital de Moûtiers avait affrété un car, ce qui témoigne d'une forte mobilisation. La diversité sociale et politique des présents prouve d'ailleurs l'attachement des populations locales à leurs hôpitaux publics, et c'est très positif.



LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0215 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom :

Adresse :

22 euros

Soutien à partir de 30 euros

à renvoyer avec le règlement à :
Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Abonnement

Réabonnement



Fête de l'Humanité

Les 13, 14 et 15 septembre, la fête de L'Humanité

(à La Courneuve)

La fête des Allobroges a réussi à trouer le silence des médias, presse et radio départementales en ont rendu compte. Quand on connaît la censure permanente dont sont victimes les communistes, c'est appréciable.

La fête de L'Humanité sera un deuxième moment d'expression de la pensée antilibérale, de la pensée alternative, moment évidemment beaucoup plus fort que celui de la fête des Allos (*mais il est vraiment bien qu'il y ait les deux !*). Alors nous appelons militants et amis à y participer, à «*donner un coup de main*» au stand de la Savoie. La vignette d'entrée aux 3 jours de fête coûte 21 euros (*en «prévente» militante, comme on dit*). N'hésitez donc pas à vous adresser à des militants PCF connus ou la fédération du 73 (04 79 62 04 13) pour vous la procurer.

Et nous lançons de nouveau un appel au bénévolat militant pour que le stand fonctionne bien ! Pour ce faire, téléphonez également au 04 79 62 04 13. Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues !

Rappelons qu'il y aura un car et que ses utilisateurs qui participeront un tiers du temps à la tenue du stand de la Savoie seront remboursés d'une part importante du prix du voyage. Alors n'hésitons pas, tous à la fête de L'Huma !

Chambéry

Rassemblement contre une expulsion

A l'appel de la Ligue des Droits de L'Homme, un rassemblement a eu lieu à Chambéry, le 7 juillet, devant les grilles de la Préfecture, pour protester contre la menace d'expulsion qui pesait sur un jeune couple géorgien parent d'un petit bébé âgé d'un an. Le papa et la maman n'étant pas de la même «*ethnie*», les familles les rejettent. Et la France ne les accueillerait pas ? Quelle honte !

St Jean de Maurienne

Les syndicats de Rio Tinto Alcan tirent la sonnette d'alarme

Malgré la visite du ministre Arnaud Montebourg chez le repreneur potentiel de l'usine de St Jean, à savoir le groupe Trimet, malgré la multiplication de déclarations «*rassurantes*», au moment où nous écrivons, la vente de l'usine n'est toujours pas officiellement annoncée. Le site de Castelsarrasin, qui doit également être vendu, connaît la même incertitude.

Les syndicats CGT, CFDT, CGC et FO de l'usine de St Jean s'inquiètent légitimement de cette situation. Ils ont donc signé un tract commun exigeant «*une annonce de Rio Tinto Alcan*». L'intersyndicale veut savoir pourquoi les choses traînent en longueur. Pour tout le monde la vente du site de St Jean à la société Trimet était faite, il serait bon de l'acter définitivement.

Pomblière St Marcel

Fernand Pignard nous a quittés

Ancien membre du Comité fédéral du PCF, vétéran du Parti, pacifiste convaincu, Fernand Pignard est décédé en ce début du mois de juillet. Il avait été secrétaire de l'UL-CGT de Moûtiers, secrétaire de la section locale du PCF, et élu municipal plusieurs fois à Pomblière St Marcel. Cet engagement de tous les jours, il l'a assumé d'une manière modeste et discrète, mais avec constance, avec fermeté.

Il avait participé à toutes les luttes sociales de Tarentaise, contre la fermeture de l'usine Ugine Aciers, contre celle de Fusalp, pour la réouverture de la maternité de Moûtiers.

Respecté, estimé, il était une vraie personnalité locale, au noble et bon sens du terme. Calme, réfléchi, il s'intéressait à tout, posant à chaque réunion de la section de Moûtiers des questions pertinentes pour mieux maîtriser les problèmes.

9 ans après la disparition de sa femme Marie-Louise, Fernand n'a pas pu se remettre d'un grave AVC. Nous avons perdu un ami, un camarade, et savons la peine de ses enfants et petits enfants à qui nous apportons, par ce petit mot, toute notre solidarité.



Fête des Allobroges 2013

Moins de monde, mais quelle belle ambiance !

Il y avait un soleil magnifique, de la chaleur enfin estivale, et tous les participants à la fête des Allobroges 2013 ont dit la même chose : «*que c'est sympa, comme on est bien, si ça pouvait toujours être comme ça*». Et c'est vrai qu'elle a été sympa, notre fête 2013, chaleureuse et joyeuse, avec des orchestres appréciés, avec un Nicolas Peyrac qui a enchanté ses auditeurs, avec des stands de restauration rivalisant de qualité, avec le rire des retrouvailles.

Mais il y a eu moins de monde que les années précédentes. L'expérience d'une fête en début des vacances scolaires ne s'est pas avérée positive. Le soleil, paradoxalement, a éloigné nos amis du parc des Expositions au bénéfice des berges des lacs, et on le comprend bien.



La date de début juillet nous a été imposée par la tenue du congrès national des pompiers au moment où nous faisons habituellement la fête des Allos. Or les départs en vacances avaient commencé (*ou allaient commencer*) et le changement de date a pesé sur la réussite de l'initiative. Bref, nous appelons les militants qui ont encore des vignettes à régler à le faire, car obtenir l'équilibre financier de la fête va s'avérer délicat.

Enfin, ne boudons pas notre plaisir, les 5 et 6 juillet 2013 furent, pour les communistes et leurs amis, deux belles journées.

Diffuseurs, pensez à régler les vignettes non encore payées à la fédération du PCF



Montage et démontage, un gros travail

Un grand merci aux militants communistes et à leurs amis !

La fête des Allobroges ne pourrait jamais se tenir sans l'engagement de tous ces militants communistes (*et de leurs amis*) qui la montent, tiennent les stands deux jours durant et se retrouvent le lendemain de la fête, fatigués, «*crevés*» parfois, mais présents pour la démonter. Elle prend tout son sens par la diversité des stands qui la composent. Il y a là des militants associatifs, syndicaux, pacifistes, qui s'investissent tous avec bonne humeur dans l'animation d'un stand. Et puis, «*en amont*», discrets, modestes mais efficaces, il y a les membres de la commission de la fête qui cherchent les groupes musicaux, les chanteurs à faire venir, négocient les prix, font et refont le plan de la fête, impulsent la diffusion de la vignette, se heurtent à mille difficultés, mais tiennent toujours bon.

La direction des Allobroges leur adresse un très grand «*merci*». Il est d'autant plus mérité, cette année, qu'il a fallu trouver des structures pour abriter les stands en plein air, innover, inventer. Aller chercher ces lourdes structures, les monter et les démonter a demandé beaucoup de travail. De 40 à 50 militants et amis se sont ainsi dépensés sans compter sur l'esplanade du parc des Expositions, du mercredi matin au dimanche soir.

Amis progressistes, militants du PCF (*venus parfois d'autres départements*) qui avez participé à tout cela, c'est grâce à vous qu'une fois de plus la fête des Allos a eu lieu. Encore **merci**.

Alain Dupenloup



Fête des Allobroges 2013

De très bons débats

Il y a eu plusieurs débats politiques à la fête des Allobroges, tous très suivis puisque les trois principaux ont rassemblé, selon les moments, de 70 à 80 participants, voire plus.

Le débat sur la VIème république

Ce débat fut animé par Yves Grandjean. Il devait en particulier déclarer : *«L'idée d'une VIème république a été confortée par les affaires politico-financières qui se font jour depuis quelques temps»*. Estimant que le pourrissement du régime était dû à la nature même de la constitution, Yves Grandjean en a énuméré les tares : *«non contrôle des élus, promesses non tenues»*, origine sociale semblable des responsables politiques, UMP ou PS, porosité entre l'appareil d'Etat et les grandes sociétés financières.

Or *«le besoin de citoyenneté a considérablement évolué. Pour s'assurer du contrôle de sa destinée, le peuple doit reprendre le pouvoir»*. Mais, s'est alors demandé notre camarade, *«de quel pouvoir parle-t-on ?»*. S'agit-il seulement du droit de vote occasionnel, de temps à autre ? Ou faut-il voir les choses plus profondément ?

Expliquant comment est née la Vème république (*guerre d'Algérie, marasme politique, putsch d'Alger, etc*), et comment sa constitution a inversé le rapport des forces entre le Parlement et l'exécutif, le militant a expliqué : *«Le gouvernement est désigné par le chef de l'Etat et n'a plus besoin de l'investiture des députés»*. La création du Conseil constitutionnel contribue à



Vue d'un débat

diminuer leurs pouvoirs, alors qu'aucun de ses membres n'est élu. Et *«on a coutume de dire que l'élection du président de la république est, de fait, l'élection d'un monarque, et, quand on la regarde de plus près, cette constitution a quelques ressemblances avec le fonctionnement de l'ancien régime»*.

De plus, la réforme des collectivités territoriales, qui introduit la notion de concurrence entre les territoires, reconstitue, dans les faits, *«de véritables baronnies»*.

Cette façon de cadenasser les choses a pour objectif de limiter au maximum l'irruption de la revendication sociale au plus haut niveau de l'Etat. Yves Grandjean devait donc conclure : *«Il y a besoin, non pas d'un simple replâtrage, mais d'inventer quelque chose de totalement nouveau qui réponde à l'aspiration à plus de citoyenneté, avec de nouveaux droits pour les citoyens et les salariés»*.

Le débat sur la transition énergétique

L'animatrice du débat sur la transition énergétique, Amar Bellal, est le responsable communiste chargé des questions de l'énergie. Ses explications étaient si fortes, si convaincantes, qu'on voudrait les citer toutes. Nous nous contenterons de quelques points marquants.

«Il y a une corrélation entre la consommation d'énergie et l'espérance de vie (sauf aux USA)», a-t-il dit, montrant une des terribles limites des propos sur *«la décroissance»*.

Il faut se méfier des apparentes *«évidences»*, a-t-il ajouté. Ainsi, *«le solaire thermique est facteur de production de CO2 au travers de sa réalisation et de sa destruction en fin de vie»*. Il précisera, sur l'éolien, qu'avec les meilleurs vents les éoliennes ne fonctionnaient qu'à 25% de leurs capacités, et que, du coup, les centrales à gaz compensaient souvent *«le manque à gagner»*.

Parlant des pollutions longues à disparaître, il expliqua qu'un gros travail était fait sur la réutilisation des déchets nucléaires (*ce qui est absolument nécessaire*), alors que personne ne s'in-

quiétait de la dissémination du mercure dans le sol, mercure qu'on retrouve dans nos assiettes et dont la durée de vie est infiniment supérieure à celle de quelque déchet nucléaire que ce soit (*moins volumineux... et retraitable !*). Dans la réalité, le nucléaire tue moins que le mercure ! C'est une question à aborder de front, et elle n'empêche pas de toujours chercher à éliminer les déchets du nucléaire.

Un bilan énergétique de la réalité de notre pays devrait être fait dans l'idée de produire l'énergie nécessaire à sa vie. Il faut savoir, pour cela, que (*contrairement à ce qui est communément admis*), le nucléaire ne représente que 40% de la production énergétique. Non, notre pays n'est pas victime du *«tout nucléaire»*.

Amar Bellal va mettre à bas un autre préjugé, celui concernant les rendements des formes de production d'énergie. Il montrera que ces rendements sont grosso modo semblables, seul l'hydraulique étant nettement plus performant. Il posera une question toute simple : les partisans de la décroissance, les adversaires des *«grands travaux»*, accepteraient-ils aujourd'hui la construction des barrages d'hier ?

Oui, vraiment, une intervention qui *«décoiffe»*.

Un débat nécessaire : réforme territoriale, avancée ou recul démocratique ?

Gilles Ravache, conseiller régional communiste (Front de Gauche), a montré que les propositions élaborées après une étude laborieuse, ont débouché sur une loi qui ne répond ni au besoin de démocratie ni à la nécessité de donner les moyens nécessaires aux collectivités locales. Il a d'abord insisté sur la baisse des budgets de toutes les collectivités locales en 2013 et 2014. Cette austérité s'accompagne d'une crise de la démocratie avec la volonté de réduire l'importance de la commune. Un argument pour tenter de justifier cette prétendue réforme est avancé : il y aurait trop de collectivités locales mais on veut encore alourdir le «millefeuille» avec les communautés de communes et les métropoles.

Communes et départements sont visés. Or, la commune joue un rôle essentiel dans notre démocratie. Avec 500 000 élus, les communes sont un lien primordial avec la population. De plus, pour le capitalisme, c'est une gêne puisqu'elle est un des piliers des services publics auxquels, en réduisant les compétences de la commune, on voudrait ne pas avoir recours.

Loin de diminuer le rôle de la commune, il faut lui redonner la compétence générale et développer la démocratie participative absente dans la «réforme». Gilles Ravache propose donc de maintenir l'architecture actuelle : commune, département,

région, Etat. Les autres échelons devraient être destinés à la coopération. Il rappelle aussi qu'un statut de l'élu permettrait sans doute la représentation de toutes les couches sociales. La métropole prévue dans le projet est un instrument destiné à la concurrence et au profit alors que c'est de coopérations et d'échanges dont les populations ont besoin. A Marseille, 109 communes sur 119 se sont prononcées contre la métropole. En sera-t-il tenu compte ? On insiste aussi sur la «gouvernance» qui oppose des gens «compétents» à des élus, au détriment de la vie démocratique.

Au cours du débat qui suivit, la fusion des 2 départements savoyards fut évoquée et ne suscita guère d'enthousiasme, compte-tenu de l'éloignement des centres de décisions et des intérêts différents voire contradictoires des collectivités, l'une tournée vers la Suisse, l'autre vers Grenoble et Lyon. Un intervenant insista sur l'absence de la proportionnelle dans la «réforme», les modes de scrutin réduisant la démocratie et faisant l'affaire du bipartisme. Enfin, plusieurs interventions ont porté sur l'action des élus du Front de Gauche. Faut-il faire avancer un peu les intérêts du peuple ou regarder les choses de l'extérieur en attendant le changement du rapport des forces pour être plus efficace ? C'est une question.

G. Simon

Il y a 70 ans : Jean Moulin et le CNR

Jean Moulin est arrêté le 21 juin 1943, après avoir créé, quelques semaines auparavant, le CNR, le 27 mai 1943. Interrogé et torturé par Klaus Barbie, Jean Moulin meurt dans le train qui l'emmenait en Allemagne. Son existence s'achève brutalement, mais son œuvre va se poursuivre, notamment grâce au CNR.

A Albertville, 70 ans après l'arrestation de Jean Moulin, une cérémonie présidée par le Préfet de la Savoie a rappelé à la population le rôle joué par celui qui parvint à unifier la Résistance, sous l'égide du Général de Gaulle. Avant de se retrouver à l'intérieur des locaux de la Sous-Préfecture où certains ont pu visiter le bureau de Jean Moulin, le public fut accueilli au lycée Jean Moulin où se trouvaient une exposition (ONAC) et divers travaux d'élèves du primaire et du secondaire.

Différents intervenants retracèrent l'action éminente de Jean Moulin dans la Résistance et les débuts de sa carrière préfectorale en Savoie, en 1922, avant sa nomination comme Sous-Préfet d'Albertville (le plus jeune de France) de 1925 à 1930. Il était donc parfaitement justifié d'avoir donné le nom du premier responsable de la Résistance unie à la cité scolaire de la ville (lycée, collège et section ski-études de haut niveau). La disparition de Jean Moulin n'affaiblit le CNR (Conseil National

de la Résistance) que momentanément et, au printemps 1944, un programme en deux parties est publié : la libération du pays et les mesures pour construire une démocratie économique et sociale dans la République retrouvée après une parenthèse noire de 4 années.

L'université d'été du PCF aura de nouveau lieu aux Karellis

Pour la troisième année consécutive, l'université d'été du PCF se tiendra aux Karellis, les vendredi 30 et samedi 31 août, et le dimanche 1^{er} septembre de cette année.

Cette université d'été a été chaque fois une grande réussite, regroupant de 700 à 800 militants dans des ateliers aussi diversifiés que l'économie politique, la guerre d'Algérie ou l'échec scolaire.

Les communistes savoyards qui désirent y participer, ou qui sont d'accord pour donner un coup de main à l'organisation, voudront bien le faire savoir rapidement à la Fédération.

L'intervention d'Isabelle De Almeida

C'est devant une assistance moins dense qu'à l'accoutumée, mais très motivée, qu'Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national du PCF, est intervenue lors du meeting politique de la fête des Allobroges. Auparavant, la présidente de la Ligue des Droits de L'Homme (*Savoie*) et Yann Del Rio (*membre de la direction départementale du PCF*) avaient fait chacun une courte allocution.

Nous donnons, ci-dessous, les principaux extraits du discours d'Isabelle De Almeida. Félicitant les militants de leur engagement pour réussir la fête (*malgré le changement de date et les difficultés qui en ont découlé*), la responsable communiste a commencé son intervention par **un rappel respectueux de tout ce que Nelson Mandela avait fait** pour les peuples d'Afrique du Sud. Puis elle a continué en disant : «*Oui, vous avez bien raison, mes camarades, d'être à l'offensive avec votre fête.*

A l'heure où notre pays est malmené, le PCF et le Front de gauche ne se résignent pas. Nous ne voulons pas être des spectateurs de la crise politique, nous voulons prendre nos responsabilités. C'est pourquoi nous prenons des initiatives pour faire grandir l'idée que des solutions de gauche, des solutions pour sortir de la crise, il y en a !

*Il nous faut travailler d'arrache-pied à élaborer un nouveau contrat politique avec toutes les forces associatives, syndicales, politiques disponibles, avec des citoyens, des acteurs du mouvement social pour **construire une alternative de gauche** aux choix gouvernementaux. C'est dans ce but que nous avons initié **les Assises citoyennes pour changer de cap en France**, le 16 juin, à Montreuil.*

Chômage en augmentation, plans de licenciements, précarité et pauvreté en hausse, rien n'annonce une embellie pour l'avenir. Il y a un évident divorce entre la majorité des Français et le



Yann Del Rio



Isabelle de Almeida durant son intervention

gouvernement en place depuis un an. »

Constatant que le gouvernement campe sur sa politique d'austérité, Isabelle De Almeida s'est écrié : «*Ce n'est pas pour cela que nous avons voté au printemps dernier. Et ce n'est pas en servant le grand patronat, les actionnaires et les marchés financiers que le gouvernement redressera sa cote de popularité et sortira le pays des ornières de la crise.*

D'ailleurs, dès que le Medef obtient un avantage fiscal ou autre, il en redemande. C'est le cycle infernal. Pour Isabelle De Almeida, «*une majorité de nos concitoyens est opposée aux reculs sociaux et exprime **des exigences pour une politique de gauche** !*». Droite et extrême droite surfent sur ce qui est un vrai malaise social, malaise qui grandit dans la population. C'est clair, «*la rigueur nous mène dans une impasse et à l'échec politique. Ce n'est pas d'austérité dont notre peuple a besoin, mais de plus de droits et de démocratie pour reprendre confiance dans la politique.*

Montrant combien la Commission européenne fait pression pour imposer des politiques ultralibérales dans chaque pays, la responsable du PCF a dénoncé le contenu d'un futur marché transatlantique entre l'Europe et les USA, marché visant à donner «*les pleins pouvoirs aux grandes multinationales.*

Elle a ensuite abordé **la question de la réforme territoriale**, expliquant que cette réforme allait encore plus éloigner les citoyens des lieux de décisions.

Parlant **de celle des retraites**, Isabelle De Almeida en a détaillé les aspects négatifs rappelant que «*la retraite à 60 ans par répartition n'est pas un fardeau, mais qu'elle est la transmission continue et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante. Cela pose donc la question de l'avenir que la société sera capable d'offrir aux jeunes générations.*

Evoquant de nouvelles pistes pour le financement de notre régime de retraites, la présidente du Conseil national du PCF en a appelé à une campagne de dénonciation et d'explications pour mobiliser autour de la défense de notre système de retraites. Sa conclusion reprendra ses propos du début : «**il faut changer de cap en France et en Europe.**

Dans un compte-rendu de la fête des Allos, le DL témoigne d'une grande méconnaissance de la démarche municipale du PCF

Le Dauphiné-Libéré du 7 juillet a rendu compte de la fête des Allobroges. Abordant la question des élections municipales, l'article indique que des négociations sont en cours à Chambéry avec le conseil municipal sortant et que « *des alliances avec le PS sont confirmées à Albertville, à Aix-les-Bains et à Moûtiers* ». **C'est totalement inexact et la direction départementale du PCF a demandé au DL la publication d'un rectificatif.**

Les objectifs municipaux du PCF sont évidemment d'empêcher la droite et l'extrême droite de faire main basse sur les mairies. Ce ne serait pas dans l'intérêt des populations. Dans le même temps le PCF cherche à rassembler toutes celles et tous ceux qui avaient voté pour le changement aux présidentielles afin de constituer une majorité agissant pour la mise en œuvre d'une véritable politique de gauche dans notre pays. Nous avons en effet besoin d'un changement de cap total, les choix politiques de François Hollande nous conduisant « *dans le mur* ». Il faut sortir des politiques d'austérité, redonner toute leur place aux services publics, avancer vers une VIème République.

Ce sont ces idées qui guident la démarche des communistes savoyards, tout en tenant compte de l'inévitable diversité des situations locales. St Jean n'est pas Moûtiers, Moûtiers n'est pas Albertville et Albertville n'est pas Chambéry. Mais, **ni à Albertville, ni à Aix-les-Bains, ni à Chambéry, ni à Moûtiers il n'est question de listes municipales PCF – PS !**

A Albertville, les militants locaux s'orientent vers une liste Front de gauche élargi. Certes, ils ont rencontré les socialistes. Mais comment aurait-il pu en être autrement dès lors que la

municipalité précédente de Philippe Masure rassemblait toute la gauche ? Pour bien informer, il faut tout dire.

A Aix-les-Bains, les militants communistes cherchent à rassembler à gauche autour d'un projet répondant aux besoins de la population en évitant une avancée du Front national. Cette démarche a été validée par le Front de gauche et Europe écologie Les Verts.

A Chambéry, les communistes chambériens consultés en réunion ont décidé à 95% de s'engager au 1^{er} tour sur une liste indépendante de la liste qui pourrait être conduite par Bernadette Laclais.

Au moment où nous écrivons, ils vont être de nouveau consultés pour savoir si le PCF Chambérien doit s'engager sur une liste constituée en alliance avec le NPA et les Alternatifs, ou sur une liste construite autour des élus sortants du Front de gauche.

Si la deuxième proposition est adoptée, un second vote doit permettre de savoir si ce doit être une liste « *de large rassemblement à gauche* », une liste du PCF, une liste soutenue par le PCF, ou s'il ne doit y avoir aucun engagement officiel du PCF.

Quel que soit le cas de figure, il n'est pas question d'un accord avec la majorité sortante. Où donc le Dauphiné-Libéré est-il allé pêcher une telle idée ?

A Moûtiers, comme lors des élections municipales précédentes, une liste de large rassemblement à gauche (*le PS, en tant qu'organisation, est quasiment inexistant dans la ville*) sera certainement conduite par le militant du Front de gauche Bernard Gsell, membre du Parti de gauche. Les communistes en seront tout naturellement. Où est le problème ? Où est l'accord PCF-PS ? Où ?

Certes, les élections municipales sont toujours un peu compliquées à suivre et, s'il faut « *tirer à gauche* », il ne faut pas ouvrir une voie royale à la droite et à l'extrême droite. Mais cela ne passe pas par l'effacement du Front de gauche.

La librairie Jean-Jacques Rousseau nous présente « *Bombe X* » de Ludo Sterman

Édité chez Fayard noir (20 •), le livre « *Bombe X* » de Ludo Sterman est disponible à la librairie Jean-Jacques Rousseau. C'est plus qu'un simple « *policié* ». Il raconte l'enquête menée par Julian Milner, journaliste indépendant, lorsqu'il apprend que son frère est dans le coma, suite à une agression suivie du vol de sa voiture. Ne se contentant pas des conclusions de la police, il enquête donc et suit plusieurs pistes, dont l'une le conduit vers le milieu du cyclisme professionnel.

Pour la centième édition du tour de France, la librairie conseille ce polar dont le suspens tient en haleine. Un très bon livre pour les vacances. Son auteur, Ludo Sterman, est un ancien journaliste sportif à l'écriture acérée. A lire.

Ne serait-il pas mieux sur les rails ?

Ce camion transporte du sodium de MSSA sur la RN 90 !

C'est le dangereux renversement d'un camion semblable qui a bloqué l'autoroute dernière ment.

Ne serait-il pas mieux sur les rails ?

